



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 28/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



RAON CIRCULAR REGENERATION

Rue Emile Zola
88110 Raon-l'Étape

Références : S-23-732RP

Code AIOT : 0006202417

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2023 dans l'établissement RAON CIRCULAR REGENERATION implanté Rue Emile Zola 88110 Raon-l'Étape. L'inspection a été annoncée le 12/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la liquidation judiciaire de la papeterie prononcée le 28 mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAON CIRCULAR REGENERATION
- Rue Emile Zola 88110 Raon-l'Étape
- Code AIOT : 0006202417
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation de la papeterie a été autorisée par arrêté préfectoral n° 2683/2010 du 02 décembre 2010. Au cours de ces dix dernières années, la papeterie a été placée à plusieurs reprises en redressement judiciaire. La dernière reprise, en date du 07 février 2023, a été convertie en liquidation judiciaire le 28 mars 2023.

Le liquidateur judiciaire et le directeur du site travaillent sur plusieurs pistes pour relancer le site et ne pas déclarer la cessation d'activité pour le moment.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- faire le point sur la situation suite à la procédure de liquidation judiciaire prononcée le 07 février 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité - produit chimique	Arrêté Préfectoral du 02/12/2010, article 1.6.6	/	Sans objet
2	Cessation d'activité - limitation d'accès	Arrêté Préfectoral du 02/12/2010, article 1.6.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Stock de PE	AP de Mise en Demeure du 11/03/2020, article 1	/	Sans objet
4	Diagnostic sols et eaux souterraines	AP Complémentaire du 20/08/2021, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La reprise éventuelle du site ou sa fermeture définitive est en cours de discussion.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité - produit chimique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2010, article 1.6.6
Thème(s) : Produits chimiques, cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures portent notamment sur : <ul style="list-style-type: none"> • l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site.
Constats : La majorité des produits chimiques ont été évacués du site. Ils ont été repris par les fournisseurs. Ils restent encore quelques produits en attente d'évacuation. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs d'enlèvement des produits chimiques et l'inventaire des produits restants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Cessation d'activité - limitation d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2010, article 1.6.6
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures portent notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• des interdictions ou limitations d'accès au site.
Constats : Un gardiennage du site a été mis en place. La majorité des accès sont verrouillés. Il reste quelques portes à verrouiller.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stock de PE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2020, article 1
Thème(s) : Autre, stock de PE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La mise en demeure portait sur : - l'évacuation des déchets de polyéthylène, dont le stock dépassait le volume maximal de 1 200 m ³ .
Constats : Le stock de PE est toujours sur le site, il n'a pas évolué depuis la dernière visite de 2021. Par téléphone, le 15 mai 2023, le service de l'inspection des installations classées a pris contact avec la société PAPREC concernant les essais de recyclage du PE réalisé en 2022. Les essais n'ont pas été concluants (trop complexe, beaucoup de perte). A ce jour, l'exploitant est en cours de rapatriement du stock de PE présent sur l'autre rive (droite) de la MEURTHE (côté chaudière) au niveau de la zone de stockage des balles de papier. Afin de limiter le risque incendie associé à la présence d'une grande quantité de balles de PE, le service de l'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant doit respecter les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 224/2023/DREAL/UD88 du 13 mars 2023 : <i>« La société RAON CIRCULAR REGENERATION autorisée par arrêté préfectoral n° 2683/2010 du 02 décembre 2010 modifié doit respecter pour le stock de déchets de polyéthylène les prescriptions de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prescriptions générales applicables aux installations soumises au régime de l'enregistrement sous la rubrique 2714.</i> <i>En attendant l'évacuation du stock de polyéthylène, l'exploitant doit notamment mettre en œuvre, sous un délai de 1 mois, les prescriptions définies aux articles suivants de l'arrêté ministériel susmentionné :</i> <ul style="list-style-type: none">• l'article 5 ;• l'article 9 ;• l'article 11 ;• l'article 13 et plus particulièrement le paragraphe IV. » <i>A noter que la papeterie a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de suspension d'activité de production à partir de matière première contenant du polyéthylène (APC n° 223/2023/DREAL/UD88 du 13 mars 2023) et d'un arrêté préfectoral de mise en place de mesure conservatoires pour limiter les risque au vue du stock de polyéthylène (APC n° 224/2023/DREAL/UD88 du 13 mars 2023).</i>
Type de suites proposées : Sans suite supplémentaire
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Diagnostic sols et eau souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/08/2021, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors de la cessation définitive des activités, l'exploitant évalue le niveau de contamination du sol et des eaux souterraines par des substances dangereuses utilisées, produites ou rejetées par l'installation. Si l'installation est responsable d'une pollution significative du sol ou des eaux souterraines par des substances dangereuses par rapport à l'état constaté dans le rapport de base susvisé, l'exploitant prend les mesures nécessaires afin de remédier à cette pollution, de manière à remettre le site dans cet état. À cette fin, il peut être tenu compte de la faisabilité technique des mesures envisagées. A défaut de réalisation d'un état initial au sein du rapport de base, en cas de cessation d'activité, toute pollution découverte lors de la remise en état sera imputable à la société RAON CIRCULAR REGENERATION.
Constats : Le jour de l'inspection, la cessation définitive de la papeterie n'était pas encore actée. Néanmoins, le service de l'inspection rappelle au liquidateur judiciaire la nécessité de réaliser un diagnostic des sols et des eaux souterraines en cas de cessation définitive.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet